

PRÉFECTURE

Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques

Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
SK/749

A R R E T E

du **15 SEP. 2015** portant mise en demeure à la société
SURFINSER de régulariser la situation de son activité de
stockage de polystyrène et de respecter les dispositions
de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 1er août 2007
réglementant ses installations de **PULVERSHEIM**

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du Code de l'Environnement et notamment ses articles L171-7 et L171-8 I,
- VU** le décret n°2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées et ouvrant certaines rubriques au régime de l'enregistrement,
- VU** le décret du 24 juillet 2014, paru au J.O. du 25 juillet 2014, portant nomination de M. Pascal LELARGE, Préfet du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 21 août 2014,
- VU** le décret du 20 janvier 2014, paru au J.O. du 21 janvier 2014, portant nomination de M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, installé dans ses fonctions le 5 février 2014,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014233-0001 du 21 août 2014 portant délégation de signature à M. Christophe MARX, Secrétaire Général de la préfecture du Haut-Rhin,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-213-9 du 1^{er} août 2007 portant prescriptions complémentaires relatives à la surveillance des eaux souterraines à la société SURFINSER à Pulversheim,
- VU** la visite d'inspection du 2 juillet 2015,
- VU** le rapport de constats du 14 août 2015 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDÉRANT que la société SURFINSER exploite une activité de stockage de polystyrène relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2663-1 de la nomenclature des installations classées sans avoir procédé à cette déclaration auprès du préfet et qu'il est par conséquent contrevenu aux dispositions de l'article R512-47 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que la société SURFINSER n'a pas réalisé le bilan quadriennal de la surveillance des eaux souterraines et qu'il est par conséquent contrevenu aux prescriptions de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2007 susvisé,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-7 du code de l'environnement :
« *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application des dispositions du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine.* »,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8 du code de l'environnement :
« *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du département du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SURFINSER, désignée "exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est situé route de Guebwiller - BP 12 à Pulversheim (68840), est mise en demeure de régulariser la situation son installation de stockage de polystyrène expansé et de respecter les dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2007 susvisé, dans les conditions et les délais impartis aux articles suivants, pour son site situé à la même adresse.

Article 2 :

La société SURFINSER déposera un dossier en vue de la poursuite de l'exploitation dans des conditions régulières ou, si elle ne souhaite pas poursuivre cette exploitation, mettra les installations à l'arrêt définitif. Suivant l'option retenue, elle disposera des délais suivants :

- **3 mois** pour déposer à la préfecture du Haut-Rhin un dossier de déclaration conforme aux dispositions de l'article R512-47 du code de l'environnement,
- **3 mois** pour déposer à la préfecture du Haut-Rhin la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation comprenant les éléments définis aux I et II de l'article R512-66-1 du code de l'environnement.

Article 3 :

Dans un délai de 3 mois et conformément aux dispositions de l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2007 susvisé :

« Tous les 4 (quatre) ans, l'exploitant réalise un bilan de la surveillance dans lequel il commente des résultats d'analyses et dans lequel il peut éventuellement faire des propositions pour modifier le programme de surveillance ».

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L171-7 et L171-8 du Code de l'Environnement.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de MULHOUSE et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à COLMAR, le 15 SEP. 2015

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Christophe MARX

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

